

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demande de renseignements généraux

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G01	Voyages hors QC	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts; k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.	MEI
G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.	MEI
G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	MEI
G04	Publicité sur internet	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	MEI
G05	Conférences de presse, événements	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.	MEI
G06	Formation en communication	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G07	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	MEI
G08	Contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.	MEI
G09	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	MEI
G10	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	MEI
G11	Développements informatiques	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.	MEI
G12	Projets de développement informatique en infonuagique	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; b) la nature du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : ■ la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G13	Dépenses diverses	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.	MEI
G14	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) les coûts d'acquisition des appareils; d) le coût d'utilisation des appareils; e) le coût des contrats téléphoniques; f) les noms des fournisseurs; g) le nombre de minutes utilisées; h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.	MEI
G15a	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;	MEI
G15b	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;	MEI
G15c	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	MEI
G15d	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	MEI
G15e	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :	MEI
G15f	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	MEI
G15g	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	MEI
G15h Non pertinente	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	MEI
G15i	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	MEI
G15j	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);	MEI
G15k	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G15l	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	MEI
G15m	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	MEI
G15n	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;	MEI
G15o	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;	MEI
G15p	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;	MEI
G15q	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	MEI
G15r	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;	MEI
G15s	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	MEI
G16a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	MEI
G16b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	MEI
G16c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.	MEI
G16d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	MEI
G17	Baux SQI	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.	MEI
G18 Nouvelle	Actifs immobiliers excédentaires	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c)Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	MEI
G19 Nouvelle	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	MEI
G20	Aménagement	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	MEI
G21	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G22	Membres du Cabinet	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	MEI
G23	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	MEI
G24	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2021-2022.	MEI
G25	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2021-2022.	SCT
G26	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2021-2022.	SCT
G27	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	MEI
G28	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.	MEI
G29	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	MEI
G30	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	MEI
G31	Abonnements Cabinet	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	MEI
G32	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G33	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.	MEI
G34	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	MEI
G35	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	MEI
G36	Adjoint parlementaires	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.	MEI
G37	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	SCT
G38	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	SQRC
G39	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.	SCT
G40	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.	MEI
G41	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.	SCT
G42	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	MEI
G43	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	MEI
G44	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	MEI
G45	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	MEI
G46	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	SCT

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G47	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	MEI
G48 Répondue par le MCE	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés.	MCE
G49	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	SCT
G50	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	SCT
G51 Répondue par la SPN	ETC Plan Nord	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	Société du Plan Nord
G52 Répondue par la SPN	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	Société du Plan Nord
G53 Répondue par la SPN	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	MTQ
G54 Répondue par la SPN	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	MTQ
G55 Répondue par le MELCC	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	MELCC
G56 Répondue par le MERN	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	MERN
G57 Répondue par le MERN	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	Société du Plan Nord
G58 Répondue par le MJQ	Contrats service juridique	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	MJQ
G59	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	MEI
G60	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	SCT
G61	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	SCT
G62 Non pertinente	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	MEI
G63	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.	MEI
G64 Non pertinente	Rencontres diverses	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	MRIF

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G65 Non pertinente	Rencontres importantes - gouvernement	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	MEI
G66	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.	MEI
G67	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	MEI
G68	Politique jeunesse Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.	MEI
G69 Non pertinente	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.	MEI
G70 Répondue par le MIFI	Reconnaissance des acquis - personnes immigrantes	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.	MEI
G71	Protection des renseignements personnels	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.	MEI
G72	Politique culturelle du Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.	MEI
G73	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	MEI
G74	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	MEI
G75	Plan d'action - Premières nations et des Inuits	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	MEI
G76	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	MEI
G77	Politique gouvernementale de prévention en santé	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	MEI
G78	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	MEI
G79	Stratégie d'action - Ensemble, nous sommes le Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	MEI
G80	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018- 2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.	MEI
G81 Nouvelle	Plan d'action pour la main d'œuvre	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	MTESS
G82	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	MSSS
G83	Occupation et vitalité des territoires 2018-2020	Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.	MEI
G84 Nouvelle	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	MEI
G85 Nouvelle	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	MAPAQ
G86 Nouvelle	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G87 Nouvelle	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	MEI
G88 Nouvelle	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017- 2022.	MEI
G89 Nouvelle	Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	MEI
G90 Nouvelle	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	MEI
G91 Nouvelle	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	MEI
G92 Nouvelle	Plan d'action en économie numérique 2016-2021	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	MEI
G93 Nouvelle	Stratégie maritime 2015-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	MTQ
G94 Nouvelle	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	MEI
G95 Nouvelle	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018- 2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	MFFP
G96 Nouvelle	Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.	MRIF
G97 Nouvelle	Plan pour une économie verte 2020-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	MELCC
G98 Nouvelle	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	MELCC
G99 Nouvelle	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	MELCC
G100 Nouvelle	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	MERN
G101 Non pertinente	Conciliation travail-famille	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.	MEI
G102 Nouvelle	Analyse différenciée selon les sexes	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)	MEI
G103 Non pertinente	Électrification des transports	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.	MEI
G104 Non pertinente	Rétention des travailleurs d'expérience	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	MEI
G105 Nouvelle	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ; b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.	SCT
G106 Nouvelle	Primes COVID-19	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.	SCT
G107 Nouvelle	Mises à pieds et non-renouvellement de contrats- COVID-19	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.	SCT
G108 Nouvelle	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	MEI
G109 Nouvelle	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	MEI
G110 Nouvelle	Dépenses vidéo-conférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats ; b) Nom du fournisseur ; c) Montant déboursé.	MEI
G111 Nouvelle	Remboursement matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G112 Nouvelle	Employés absents COVID-19	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.	SCT
G113 Nouvelle	Soutien employés santé mentale	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	MEI
G114 Nouvelle	Matériel de protection individuel COVID-19	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;	MEI
G115 Nouvelle	Entretien ménager et désinfection des locaux	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.	MEI
G116 Nouvelle	Avis DNSP / INSPQ COVID-19	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.	MEI
G117 Nouvelle	Coût mesures CNESST	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.	MEI
G118 Nouvelle	Plaintes du public COVID-19	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)	MEI
G119 Nouvelle	Consignes COVID-19 Cabinets ministériels	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.	MEI
G120	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;	MEI
G121 Nouvelle	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	MSSS
G122	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	MEI
G123	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021: a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	MEI
G124	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	MEI
G125 Non pertinente	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	MEI
G126	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	MEI
G127	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	MEI
G128	Rémunération des stages	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2021-2022	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G129 Non pertinente	Véhicules	Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le type de véhicules; c) le nombre de véhicules hybrides; d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; e) le nombre de véhicules électriques.	MEI
G130 Nouvelle	Actions et dépenses PACC 2020	Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant : a) les sommes dépensées pour chaque action; b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.	MELCC
G131 Nouvelle	Rencontres - représentants autochtones	Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.	MEI
G132 Nouvelle	Analyse différenciée selon les sexes	Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacune de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.	SCF

Question 01

- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
 - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
 - k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, nom, titre
1	2020-09-08 2020-09-09	Toronto (Canada)	Participer à la rencontre des premiers ministres du Québec et de l'Ontario.	777 \$	Pierre Fitzgibbon (Ministre) Mathieu St-Amand (Directeur des communications)
TOTAL				777 \$	

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).
<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

Question 02

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse :

Ministre de l'Économie et de l'Innovation (cabinet de Pierre Fitzgibbon)

Date du voyage	Itinéraire	But du déplacement	Coût
2019-11-18	Montréal - Gaspé - Bonaventure - Montréal	Tournée dans la région de la Gaspésie.	5 318 \$
2020-12-11	Québec - Sept-Îles - Québec	Conférence de presse concernant la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire et Minéral de Fer Québec inc.	2 129 \$
Total			7 447 \$

Ministre déléguée au Développement économique régional (cabinet de Marie-Eve Proulx)

Date du voyage	Itinéraire	But du déplacement	Coût
2020-07-15 au 2020-07-17	Québec - Montréal - Rivière-du-Loup - Bonaventure - Baie-Comeau - Montréal - Québec	Tournée dans les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie avec le premier ministre et rencontres avec des acteurs non gouvernementaux.	2 602 \$
2020-08-17	Québec - Gaspé - Québec	Allocution à l'événement pour le vol inaugural de Pascan à l'aéroport Michel-Pouliot.	1 108 \$
2020-08-26	Québec - Gaspé	Tournée dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.	644 \$
2020-11-13	Montmagny - Isle-aux-Grues - Montmagny	Rencontre de travail.	150 \$
Total			4 504 \$ ¹

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*.
<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits dans chacun des tableaux peut ne pas correspondre au total.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.

Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

À l'exception des dépenses de commandites, la liste des dépenses en publicité et en articles promotionnels d'avril 2020 à décembre 2020 est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>.

Vous trouverez ci-après les dépenses de commandites d'avril à février 2021 ainsi que les dépenses en publicité et en articles promotionnels de janvier à février 2021

Tous les contrats énumérés ci-après ont été octroyés de gré à gré.

Commandites (avril 2020 à février 2021)

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT DE LA DÉPENSE (\$)
Association des entrepreneurs en maçonnerie du Québec	5 500
Centre de services scolaire de l'Estuaire	593
Chambre de Commerce de Charlevoix	2 500
Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	3 000
Jeune Chambre de Commerce de la Mauricie	1 000
Réseau des Femmes d'affaires du Québec	7 000
TOTAL	19 593

Question 03

Suite

Réponse :

Dépenses en publicité et articles promotionnels (janvier 2021 à février 2021)

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT DE LA DÉPENSE (\$)
Communication CNW (Communication CNW Québec inc.)	1 868
Divers médias internet (Centre d'acquisitions gouvernementales)	19 700
Facebook, inc.	574
LinkedIn	1 254
Magazine vitalité économique	1 250
Twitter	64
TOTAL	24 710

Question 04

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;

b) les noms des firmes de publicité retenues;

c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;

e) le but visé par chaque dépense;

f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Réponse :

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

La liste des dépenses en publicité d'avril 2020 à décembre 2020 est incluse dans les informations diffusées sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 8 et 24).

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/documents-transmis-dans-le-cadre-dune-demande-dacces-a-linformation/>

Dépenses en publicité Internet (janvier 2021 à février 2021)

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT DE LA DÉPENSE (\$)
Facebook, inc.	574
La Presse +	10 010
LinkedIn	1 254
Ogilvy Montréal	1 414
Twitter	64
TOTAL	13 316

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 05

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

f) le but visé par chaque dépense;

g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

m) le but visé par chaque dépense;

n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Type d'événement	But visé	Type de dépense	Nom du fournisseur	Montant (\$)
Gala	Remise des Prix du Québec 2020 – socles des médailles des lauréats	Objets promotionnels	Pontbriand	4 269
Nombre total gala : 1				4 269
Conférence	Événement virtuel avec la FCCQ – Web diffusion	Production vidéo événementielle	Digicast	4 645
Conférence	Événement virtuel avec la FCCQ	Location équipement	Solotech	7 830
Nombre total conférence : 1				12 475
Conférence de presse	Affiches pour conférences de presse – COVID	Impression	Stampa	153
Conférence de presse	Affichettes pour conférences de presse – COVID	Impression	Stampa	143
Conférence de presse	Affiches avec béquilles pour diverses conférences de presse	Impression	Stampa	135

Question 05	Suite
-------------	-------

Réponse :

Type d'événement	But visé	Type de dépense	Nom du fournisseur	Montant (\$)
Conférence de presse	Conférence de presse Appel à projets régions branchées	Location salle	Les Enfants Terribles	250
Conférence de presse	Conférence de presse Appel à projets régions branchées	Sonorisation	CSPQ	1 554
Conférence de presse	Conférence de presse Annonce aide financière PME Montréal	Location équipement	CSPQ	2 782
Conférence de presse	Conférence de presse GHGSat	Sonorisation	CSPQ	2 821
Conférence de presse	Conférence de presse CQCM	Sonorisation	MTESS	1 977
Conférence de presse	Conférence de presse CQCM	Location salle	J'EM Évènements	750
Conférence de presse	Conférence de presse Réseau Trans-AI	Sonorisation	GTM	1 215
Conférence de presse	Conférence de presse Créneau excellence Acériculture	Location équipement	Productions Giard	1 262
Conférence de presse	Conférence de presse E21P Technologies	Location équipement	Duoson	313
Conférence de presse	Conférence de presse privée avec BPI France	Location équipement	Centre des congrès de Québec	625
Conférence de presse	Conférence de presse privée avec BPI France	Sonorisation	Centre des congrès de Québec	3 300
Conférence de presse	Conférence de presse Premier Tech	Sonorisation	Le Plateau RDL (Universel RDL)	2 180
Conférence de presse	Conférence de presse Forum IA	Production vidéo événementielle	Mlt Grandé	26 285
Conférence de presse	Conférence de presse Enerkem	Location équipement	Palais des congrès de Montréal	3 405

Question 05

Suite

Réponse :

Type d'événement	But visé	Type de dépense	Nom du fournisseur	Montant (\$)
Conférence de presse	Conférence de presse Enerkem	Production vidéo événementielle	MTESS	30 377
Conférence de presse	Conférence de presse Enerkem – affiches lutrin	Impression	MP Repro	50
Conférence de presse	Conférence de presse Sonder	Location équipement	Productions Go	1 327
Conférence de presse	Conférence de presse Sonder – affiches lutrin	Impression	Production JG	229
Conférence de presse	Conférence de presse Sonder	Sonorisation	MTESS	4 500
Conférence de presse	Conférence de presse Minerais de fer	Production vidéo événementielle	JB Film Production	1 535
Conférence de presse	Conférence de presse Telesat – affiches lutrin	Impression	MP Repro	76
Nombre total conférences de presse : 14				87 244
Grand total nombre d'évènements : 16				103 988

Question 06

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

b) le but recherché par chaque dépense;

c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;

e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;

f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;

h) le but visé par chaque dépense;

i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Organisée par le Ministère :

Aucune somme n'a été dépensée en 2020-2021 en matière de formation de communication organisée par le Ministère.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

Il est à noter qu'exceptionnellement les formations suivies par les employés de la Direction des communications sont incluses dans les publications trimestrielles.

Question 07

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

Réponse :

Aucune somme n'a été dépensée pour l'exercice financier 2020-2021 en matière de formation de communication organisée pour le personnel politique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

Question 08

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

La liste est jointe en annexe et, pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique ainsi qu'au système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Par ailleurs, certaines informations ne peuvent être divulguées en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Rapport - Renseignements généraux - de 2020 à 2021

Question 8

Étude des crédits 2021-2022

* Tous les contrats énumérés ci-après ont été octroyés de gré à gré à l'exception du numéro 10 qui a été octroyé par appel d'offres sur invitation.

1000 - Direction et administration			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
1	Groupe Toumoro inc.	Offrir des services d'architecture et d'intégration du système de gestion de contenu TYPO3.	24 000 \$
2	Chuck & co. transformation numérique inc.	Accompagner le ministère dans les procédures de numérisation.	23 100 \$
3	Octopus-ITSM.Com inc.	Ajouter des fonctionnalités dans l'application Octopus.	20 000 \$
4	GFT Technologies Canada inc.	Offrir des services spécialisés au niveau de « Oracle Business Intelligence (OBI) ».	23 300 \$
5	Biendit	Rédiger les biographies des récipiendaires des Prix du Québec 2020.	5 000 \$
6	Conseil en GMO	Confirmer que les différentes responsabilités dédiées au ministère sont bien représentées dans les descriptions d'emplois du sous-ministre et des sous-ministres adjoints et associés.	4 000 \$
Total			99 400 \$
2100 - Bureau du sous-ministre adjoint aux politiques économiques et aux affaires extérieures			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
7	Cloutier, Jean-Claude	Produire des travaux dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025 et pour des dossiers connexes.	23 000 \$
8	École de créativité La Factory	Effectuer le design et l'animation de deux séances d'idéation virtuelles lors du Smart City Expo de novembre 2020.	8 200 \$
9	MMNA consultants (Michaud, Martin)	Analyser l'impact sur la santé des consommateurs quant à la différence qui existe entre la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés et la Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation.	3 500 \$
Total			34 700 \$
2200 - Bureau du sous-ministre adjoint aux industries stratégiques et projets économiques majeurs			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
10	SNC-Lavalin GEM Québec inc.	Effectuer une caractérisation environnementale de site (phase 1) sur quatre terrains de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (SPIPB).	10 000 \$
Total			10 000 \$
2300 - Bureau du sous-ministre adjoint au commerce extérieur et à Export Québec			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
11	DL Shaw and Associates	Établir des relations d'affaires viables avec de nouveaux partenaires commerciaux et offrir aux entreprises participantes la possibilité de rencontrer des acheteurs sur le marché de la construction dans l'Ouest canadien.	7 586 \$
Total			7 586 \$
2420 - Bureau du sous-ministre adjoint aux services aux entreprises et affaires territoriales			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
12	Delorme, France (conseiller en gestion)	Réaliser un diagnostic et un plan d'action pour redresser la gouvernance et la gestion quotidienne à la coopérative des consommateurs de l'île d'Anticosti.	24 750 \$
Total			24 750 \$
3120 - Bureau du sous-ministre adjoint à la science et à l'innovation			
13	St-Yves, Marc-André	Mettre en place un organisme à but non lucratif dont le nom provisoire est « Innovation Québec ».	18 500 \$
Total			18 500 \$
Total ministériel			194 936 \$

Question 09

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

L'information en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) dans la section « Avis d'appel d'offres » du ministère de l'Économie et de l'Innovation : <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Question 10

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

La liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère de l'Économie et de l'Innovation en 2020-2021 est présentée en annexe de la question 8 des Renseignements généraux.

Question 11	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
	<div>a) le nom du projet;</div> <div>b) la nature du projet;</div> <div>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</div> <div>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</div> <div>e) les plus récentes évaluations du coût du projet;</div> <div>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</div> <div>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</div> <div>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</div> <div>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</div> <div>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;</div> <div>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :</div> <div>- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;</div> <div>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;</div> <div>m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.</div>

Réponse :

Projets initiés en 2017-2018

Nom du projet :	Moderniser et optimiser des processus d'affaires de la Direction de l'entrepreneuriat collectif
Nature du projet :	Développement informatique
Montant initialement prévu :	1 502 000 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2021 :	<div>2017-2018 : 0 \$</div> <div>2018-2019 : 248 622 \$</div> <div>2019-2020 : 804 621 \$</div> <div>2020-2021 : 290 236 \$</div> <div>Total : 1 343 479 \$</div>
% de réalisation en date du 28 février 2021 :	100 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre :	S. O.

Projets initiés en 2018-2019

Nom du projet :	Transformation des services en ligne
Nature du projet :	Développement informatique
Montant initialement prévu :	850 000 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2021 :	<div>2018-2019 : 151 758 \$</div> <div>2019-2020 : 200 507 \$</div> <div>2020-2021 : 290 394 \$</div> <div>Total : 642 659 \$</div>
% de réalisation en date du 28 février 2021 ¹ :	100 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre :	S. O.

¹ Le calcul du pourcentage de réalisation d'un projet tient compte de la consommation du budget, du respect de la portée annoncée ainsi que de la vitesse d'exécution selon la date d'échéance prévue.

Question 11	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Nom du projet :	Remodelage des outils appuyant la démarche d'accompagnement – Conseil stratégique
Nature du projet :	Développement informatique
Montant initialement prévu :	797 700 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2021 :	2018-2019 : 24 180 \$ 2019-2020 : 425 520 \$ 2020-2021 : 236 947 \$ Total : 686 647 \$
% de réalisation en date du 28 février 2021 :	100 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre :	S. O.

Projets initiés en 2019-2020

Aucun nouveau projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 k\$ n'a été initié en 2019-2020.

m) Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI pour l'année financière 2019-2020.

Projets initiés en 2020-2021

Nom du projet :	Audit industrie 4.0
Nature du projet :	Développement informatique
Montant initialement prévu :	319 000 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2021 :	2020-2021 : 0 \$
% de réalisation en date du 28 février 2021 :	25 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre :	S. O.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2021-2022
Question 12	<p>Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet ; b) la nature du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.</p>

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 11 des Renseignements généraux.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 13

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
I. a) au Québec;
II. b) à l'extérieur du Québec.

Réponse :

- la photocopie	617 \$
- le mobilier de bureau / ameublement	1 274 \$
- la décoration et l'embellissement	9 948 \$
- le distributeur d'eau de source	0 \$
- le remboursement des frais de transport	65 580 \$
- le remboursement des frais d'hébergement et repas	155 802 \$
- le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement ¹ :	
a) au Québec ²	2 130 \$
b) à l'extérieur du Québec	0 \$

Total : 235 351 \$

¹ Dépenses et frais directs seulement (avril 2020 à janvier 2021).
² Les formations offertes durant la période de pandémie pourraient avoir été offertes à distance.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 14

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Réponse :

Pour les cabinets ministériels et la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associé) :

Coût d'acquisition des téléphones cellulaires :	971 \$
Coût d'acquisition des tablettes électroniques et des ordinateurs portables :	17 289 \$
Coût d'utilisation des appareils ¹ :	15 049 \$
Coût des contrats téléphoniques :	14 247 \$
Coût des frais d'itinérance :	25 \$
Coûts de résiliation :	56 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25)*.
<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

¹ Les frais d'utilisation comprennent tous les frais hors forfait excluant, les frais d'équipements, les frais d'itinérance et les bris de contrat. On y retrouve donc l'assistance annuaire, les services primés, les crédits et remises, etc.

Question 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Réponse :

Question 15		Suite
-------------	--	-------

Réponse :

a) et b) Nombre et répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Catégories	TOTAL		Répartition de l'effectif 35 ans et plus au 28 février 2021 ¹											
	Nombre (N)	Pourcentage (%)	Masculin		Féminin		Handicapé		Communauté culturelle		Anglophone		Autochtone	
			N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Cadres ²	66	15,5	46	69,7	20	30,3	0	0	4	6,1	1	1,5	0	0,0
Professionnels	289	67,8	154	53,3	135	46,7	4	1,4	56	19,4	2	0,7	2	0,7
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	71	16,7	11	15,5	60	84,5	4	5,6	24	33,8	0	0,0	0	0,0
Ouvriers	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
TOTAL	426	100,0	211	49,5	215	50,5	8	1,9	84	19,7	3	0,7	2	0,5

¹ Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

² Incluant les titulaires d'emploi supérieur.

Catégories	TOTAL		Répartition de l'effectif 35 ans et moins au 28 février 2021 ¹											
	Nombre (N)	Pourcentage (%)	Masculin		Féminin		Handicapé		Communauté culturelle		Anglophone		Autochtone	
			N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Cadres ²	1	1,3	0	0,0	1	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Professionnels	63	79,7	30	47,6	33	52,4	1	1,6	10	15,9	0	0,0	0	0,0
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	15	19,0	2	13,3	13	86,7	0	0,0	3	20,0	0	0,0	0	0,0
Ouvriers	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
TOTAL	79	100,0	32	40,5	47	59,5	1	1,3	13	16,5	0	0,0	0	0,0

¹ Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

² Incluant les titulaires d'emploi supérieur.

Question 15	Suite
-------------	-------

Réponse :

c) Nombre total de jours de maladie pris par le personnel¹

	Maladie (jours)			
	Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvriers
Maladie	73,5	1 148,0	340,0	0,0
Absences longue durée	91,0	1 948,0	772,5	0,0
TOTAL	164,5	3 096,0	1 112,5	0,0

¹ Personnel régulier et occasionnel assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Données au 25 mars 2021.

d) Nombre de personnes¹ ayant dans leur réserve de congé de maladie² moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

	Moins de 10 jours ³	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL
Cadres	12	12	25	18	67
Professionnels	113	181	48	35	377
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	54	37	5	2	98
Ouvriers	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0
TOTAL	179	230	78	55	542

¹ Personnel régulier et occasionnel assujettis à la Loi sur la fonction publique.
² La réserve de congé de maladie comprend la réserve et la banque de maladie.
³ Cet intervalle inclut les réserves qui sont nulles.

Question 15	Suite
-------------	-------

Réponse :

e) Nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé¹, selon la classe de travail

	Professionnels			Fonctionnaires			Ouvriers			TOTAL	
	Nbre d'heures	Montant	Coût moyen ²	Nbre d'heures	Montant	Coût Moyen ²	Nbre d'heures	Montant	Coût moyen	Nombre d'heures	Montant
Payées	6 370,94	328 862,86 \$	856,41 \$	1 002,58	41 815,55 \$	426,69 \$	0,00	0,00 \$	0,00 \$	7 373,52	370 678,41 \$
Compensées	3 193,27	148 394,88 \$	386,45 \$	333,38	8 857,79 \$	90,39 \$	0,00	0,00 \$	0,00 \$	3 526,65	157 252,67 \$
TOTAL	9 564,21	477 257,74 \$	1 242,86 \$	1 335,96	50 673,34 \$	517,07 \$	0,00	0,00 \$	0,00 \$	10 900,17	527 931,08 \$

¹ Personnel régulier et occasionnel assujettis à la Loi sur la fonction publique.

² Par employé, selon la classe d'emploi.
Données au 25 mars 2021.

Question 15	Suite
-------------	-------

Réponse :

f) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel¹

2020-2021	Vacances (jours)			
	Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvriers
Avril 2020	1,0	90,5	14,5	0,0
Mai 2020	9,0	93,0	34,0	0,0
Juin 2020	69,5	466,0	123,0	0,0
Juillet 2020	250,0	1 357,5	333,0	0,0
Août 2020	421,0	2 022,5	326,0	0,0
Septembre 2020	85,5	499,0	134,5	0,0
Octobre 2020	33,0	220,0	50,0	0,0
Novembre 2020	15,0	71,5	19,5	0,0
Décembre 2020	135,0	724,5	210,0	0,0
Janvier 2021	78,5	271,5	74,0	0,0
Février 2021	15,0	91,5	47,0	0,0
Mars 2021	41,5	214,5	69,5	0,0
TOTAL	1 154,0	6 122,0	1 435,0	0,0

¹ Personnel régulier et occasionnel assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Données au 25 mars 2021.

Question 15	Suite
-------------	-------

Réponse :

g) Nombre de personnes¹ ayant dans leur réserve de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus

	Moins de 10 jours ²	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL
Cadres	19	44	3	1	67
Professionnels	235	140	2	0	377
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	69	28	1	0	98
Ouvriers	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0
TOTAL	323	212	6	1	542

¹ Personnel régulier et occasionnel assujettis à la Loi sur la fonction publique.

² Cet intervalle inclut les réserves qui sont négatives et nulles.

h) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

i) Nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1° de l'article 53, ainsi que le premier alinéa de l'article 59, ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Question 15	Suite
-------------	-------

Réponse :

j) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Région administrative	Effectif régulier au 28 février 2021					
	Cadres	Professionnels	Personnel de bureau, techniciens et assimilés	Ouvriers	Autres	TOTAL
01 - Bas-St-Laurent	1	2	0	0	0	3
02 - Saguenay–Lac-St-Jean	1	3	0	0	0	4
03 - Capitale-Nationale	46	232	62	0	0	340
04 - Mauricie	1	5	0	0	0	6
05 - Estrie	0	2	0	0	0	2
06 - Montréal	16	96	24	0	0	136
07 - Outaouais	1	2	0	0	0	3
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	2	0	0	0	2
09 - Côte-Nord	0	2	0	0	0	2
10 - Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	0
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0	3	0	0	0	3
12 - Chaudière-Appalaches	0	0	0	0	0	0
13 - Laval	0	0	0	0	0	0
14 - Lanaudière	0	0	0	0	0	0
15 - Laurentides	0	0	0	0	0	0
16 - Montérégie	0	0	0	0	0	0
17 - Centre-du-Québec	1	3	0	0	0	4
TOTAL	67	352	86	0	0	505

Question 15	Suite
-------------	-------

Réponse :

k) Évolution du nombre d'employés¹ bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

	Expert			Émérite			TOTAL		
Catégorie	F	H	T	F	H	T	F	H	T
Professionnels	42	43	85	2	6	8	44	49	93

¹ Ces données incluent les conseillers en gestion des ressources humaines et les ingénieurs.

l) Nombre d'employés¹ bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Catégories	Femme	Homme	TOTAL
Cadres	0	1	1
Professionnels	2	0	2
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	3	0	3
TOTAL	5	1	6

¹ Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Question 15	Suite
-------------	-------

Réponse :

m)Nombre de postes¹ par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Région administrative	Nombre de postes autorisés par catégories d'emploi au 28 février 2021					
	Cadres	Professionnels	Personnel de bureau, techniciens et assimilés	Ouvriers	Autres	TOTAL
01 - Bas-St-Laurent	1	2	0	0	0	3
02 - Saguenay–Lac-St-Jean	1	3	0	0	0	4
03 - Capitale-Nationale	43	249	69	0	0	361
04 - Mauricie	1	5	0	0	0	6
05 - Estrie	0	2	0	0	0	2
06 - Montréal	14	111	28	0	0	153
07 - Outaouais	1	4	0	0	0	5
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	1	0	0	0	1
09 - Côte-Nord	0	2	0	0	0	2
10 – Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	0
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0	2	0	0	0	2
12 - Chaudière-Appalaches	0	0	0	0	0	0
13 - Laval	0	0	0	0	0	0
14 - Lanaudière	0	0	0	0	0	0
15 - Laurentides	0	0	0	0	0	0
16 - Montérégie	0	0	0	0	0	0
17 - Centre-du-Québec	1	3	0	0	0	4
TOTAL	62	384	97	0	0	543

¹ Ventilation des postes autorisés.

Question 15

Suite

Réponse :

n) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Nombre de départs volontaires ventilés par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi

Le Ministère a aboli 3 postes durant l'exercice financier 2020-2021 (C.T. 221738).

Catégories d'emploi	Nombre de postes abolis
Professionnels	2
Personnel de bureau	1
Total	3

r) Effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle de l'effectif, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Nombre de postes vacants

Le Ministère compte 42 postes vacants. Il est à noter que 85,7 % de ceux-ci font présentement l'objet d'un processus de dotation.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 16

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de :

a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées;

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

a) Nombre de départs à la retraite

- La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

- 11 départs à la retraite sur 14 ont été remplacés en 2020-2021. Il est à noter que 2 des postes laissés vacants par des retraités ont été transférés chez Investissement Québec.

c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et 2022-2023 et les indemnités de retraites qui seront versées

- Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a).

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

- 4 retraités ont été engagés au cours de l'année 2020-2021, et ce, selon les règles en vigueur dictées par le SCT.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d’eux :
a) l’emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) la superficie totale réellement occupée;
d) la superficie inoccupée;
e) le coût de location au mètre carré;
f) le coût total de ladite location;
g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
h) la durée du bail;
i) propriétaire de l’espace loué;
j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse;
l) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation.

Réponse :

Région	Emplacement de la location	Superficie louée (m²)		Coût total (voir note 1-2)	Durée du bail		Responsable de l'espace loué (voir note 3)	Coûts d'aménagement
		Bureau	Entrepôt	\$ / an	Début	Fin		
03	900, place D'Youville, Québec	2 179,92	0,00	559 448 \$	2001-07-15	2026-06-30	SQI	
03	888, rue Saint-Jean, Québec	305,45	0,00	89 862 \$	2002-03-01	2024-11-30	SQI	
03	710, place D'Youville, Québec	10 683,61	482,06	3 515 736 \$	2011-01-01	2025-12-31	SQI	14 719 \$
06	380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	6 934,27	94,95	2 966 387 \$	1992-04-08	2027-12-31	SQI	1 061 \$
TOTAL		20 680,26 m²		7 131 433 \$				15 780 \$

Note 1 : Le coût total du loyer inclut des frais de gestion de la Société québécoise des infrastructures (SQI) et d'exploitation (électricité, chauffage et entretien ménager).

Note 2 : Les ententes d'occupation pour les sites hébergeant des ressources ministérielles en région sont sous la responsabilité d'Investissement Québec depuis le 1^{er} avril 2020. De nouvelles ententes d'occupation pour les espaces occupés par le MEI dans ces sites sont en cours de préparation.

Note 3 : La SQI signe tous les baux lorsque les espaces locatifs appartiennent à un autre propriétaire qu'elle-même.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Question 17

Suite

Réponse :

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art.4, paragraphe 27**). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

Question 18

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Réponse :

Le Ministère n'a détenu aucun actif immobilier excédentaire en 2020-2021.

Question 19

Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 18 des Renseignements généraux.

N. B. La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 20

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

a) les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Détail concernant les frais de déménagement, d'aménagement, de rénovation et des autres travaux pour les cabinets ministériels :

Date des travaux	Nom de la firme ayant effectué les travaux	Description	Coût
2020-08-10	Allied	Installation de cadres dans la réception de la suite ministérielle à Montréal.	48 \$
2020-11-10	Allied	Travaux reliés à l'installation d'un système de webconférence dans la salle de réunion du cabinet à Montréal.	965 \$
2020-11-26	THM immobilier	Travaux reliés à l'installation d'un système de webconférence dans la salle de réunion du cabinet à Québec.	654 \$
TOTAL			1 667 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 21

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 20 des Renseignements généraux.

Question 22

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
e) la prime de départ versée, le cas échéant;
f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) la masse salariale totale par cabinet;
l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Cabinet du ministre de l'Économie et de l'Innovation
(M. Pierre Fitzgibbon)

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Balan	Bianca Anamaria	Attachée politique	Québec
Beaulieu	Hugues	Conseiller politique	Québec
Boutin	Valérie	Attachée politique	Terrebonne
Gauthier	Vincent	Attaché politique	Terrebonne
Gebrayel	Mario	Attaché politique	Québec
Leblanc	Chantal	Attachée politique	Terrebonne
Lévesque	Pierre	Attaché politique	Québec
Loupret	Claudia	Attachée politique	Québec
Morin	Stéphanie	Employée de soutien	Montréal
Philibert	Michel	Conseiller politique	Montréal
Poirier	Marie-Claude	Attachée politique	Terrebonne
Prégent-Charlebois	Noémie	Attachée politique	Montréal
Ramacieri	Alexandre	Directeur de cabinet	Montréal
Renaud St-Amand	Mathieu	Attaché politique	Montréal
Sicard	Yves	Conseiller politique	Montréal
St-Louis	François	Attaché politique	Terrebonne

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période	Masse salariale autorisée
1 ^{er} avril 2020 au 31 mars 2021	1 069 000 \$

Question 22	Suite
-------------	-------

Réponse :

Cabinet de la ministre déléguée au Développement économique régional
(M^{me} Marie-Eve Proulx)

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Bolduc	Florence	Attachée politique	Rimouski
Canova	Laetitia	Attachée politique	Montmagny
Cyr	Johanne	Attachée politique	Montmagny
Desaulniers	Hélène	Attachée politique	Rimouski
Dionne	Amélie	Conseillère politique	Rimouski
Dufour	Lanie	Attachée politique	Québec
Gagné	Suzanne	Conseillère politique	Montmagny
Hénault	Louis-Martin	Attaché politique	Saint-Pascal
Hudon	Jacques	Directeur de cabinet	Gatineau
Martin	Michel	Conseiller politique	Québec
Michaud	Marie-Frédéric	Attachée politique	Québec
Ouellet	Jocelyne	Employée de soutien	Montmagny
Pelletier	François	Conseiller politique	Montréal
Roy	Julie	Conseillère politique	Montmagny
Samson	Valérie	Attachée politique	Québec

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période	Masse salariale autorisée
1 ^{er} avril 2020 au 31 mars 2021	733 100 \$

Cabinet de la ministre déléguée à l'Économie
(M^{me} Lucie Lecours)

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Boulanger	Xavier	Employé de soutien	Sainte-Anne-des-Plaines
Labaz	Marie-Noëlle	Attachée politique	Sainte-Anne-des-Plaines
Lessard-Martin	Alexandre	Attaché politique	Sainte-Anne-des-Plaines
Ricard-Bouillon	Mee-Rang	Directrice de cabinet	Montréal
Simard	Karyne	Attachée politique	Sainte-Anne-des-Plaines

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période	Masse salariale autorisée ¹
24 février 2021 au 31 mars 2021	Non disponible

¹ M^{me} Lucie Lecours a été nommée ministre déléguée à l'Économie le 24 février 2021. La masse salariale autorisée n'est pas connue au moment de répondre au présent exercice.

Question 23

- Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art.4 paragraphe 26).
<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-auxdepenses/subventions-versees-a-meme-les-budgets-discretionnaires-du-ministre-et-de-la-ministredeleguee/>

Question 24

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

Aucun personnel hors structure pour l'exercice financier 2020-2021.

Question 25

- Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 26

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) par catégorie d'âge;
c) prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 27

Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

Pour donner suite à la demande du SCT (C.T. 221738), le Ministère a aboli 3 postes pour l'exercice financier 2020-2021.

Région administrative*	Nombre de postes
03 - Capitale-Nationale	1
06 - Montréal	2
TOTAL	3

*Les postes abolis faisaient partie des directions centrales.

Question 28

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 15 j) des Renseignements généraux.

Question 29

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

- a) Nom de la personne : Georges Archambault
- b) Poste occupé : Président et chef de la direction, Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc.
- c) Salaire¹ : 169 910 \$
- d) Assignation initiale : Cadre à mandat au bureau du sous-ministre
- e) Assignation actuelle : Président et chef de la direction de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc.
- f) Date de l'assignation hors structure : 17 août 2015
- g) Date de fin de l'assignation : 16 août 2021

- a) Nom de la personne : Marie-Josée Blais
- b) Poste occupé : Directrice du développement stratégique de la recherche, École de technologie supérieure (ETS)
- c) Salaire¹ : 169 910 \$
- d) Assignation initiale : Sous-ministre adjointe au Secteur de la science et de l'innovation
- e) Assignation actuelle : Directrice du développement stratégique de la recherche à l'ETS
- f) Date de l'assignation hors structure : 10 décembre 2019
- g) Date de fin de l'assignation : 19 mars 2021

- a) Nom de la personne : Denis Hardy
- b) Poste occupé : Conseiller spécial, Université Laval pour l'Unité mixte de recherche en sciences urbaines
- c) Salaire¹ : 197 303 \$
- d) Assignation initiale : Président-directeur général du Centre de recherche industrielle du Québec
- e) Assignation actuelle : Conseiller spécial à l'Université Laval pour l'Unité mixte de recherche en sciences urbaines
- f) Date de l'assignation hors structure : 15 octobre 2019
- g) Date de fin de l'assignation : octobre 2021

- a) Nom de la personne : Philippe Dubuisson
- b) Poste occupé : Sous-ministre adjoint aux projets stratégiques, ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)
- c) Salaire¹ : 169 910 \$
- d) Assignation initiale : Sous-ministre associé au Secteur des politiques économiques et des affaires extérieures
- e) Assignation actuelle : Sous-ministre adjoint aux projets stratégiques du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)
- f) Date de l'assignation hors structure : 26 février 2021
- g) Date de fin de l'assignation : 26 février 2022

¹ Au 28 février 2021

Question 30

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Réponse :

Liste des abonnements du ministère de l'Économie et de l'Innovation

Titre (description)	Nom du fournisseur	Coût
Banque d'informations industrielles	Centre de recherche industrielle du Québec	500 \$
Base de données sur les emplois et heures travaillées par région	Receveur général du Canada	232 \$
Base de données Coface	Coface Services	13 708 \$
Divers abonnements : <ul style="list-style-type: none">- Current History;- Economist;- Entreprendre à l'international;- L'essentiel des relations internationales;- Foreign Affairs;- Jeune Afrique;- Newsletter;- L'Obs - Without Hors Serie;- Québec Entreprise.	EBSCO Canada Ltée	1 697 \$
EXP Travail	Société québécoise d'information juridique	710 \$
fDI Benchmark	Financial Times Limited, The	487 \$
fDI Markets	Financial Times Limited, The	15 650 \$
Feedblitz	Feedblitz LLC	67 \$
Foreign Affairs Digital	Foreign Affairs Digital	47 \$
Globe and Mail	Globe and Mail, The	202 \$
Harvard Business Review	Harvard Business Review	255 \$
Hootsuite	Hootsuite Inc.	557 \$
IBIS World	IBISWorld Inc.	5 401 \$
IHS Markit	IHS (Global) Ltd	19 213 \$
Inoreader	Innoligica Ltd	64 \$
La Gazelle	Gazelle.AI	15 000 \$
La Presse Canadienne	Canadian Press Enterprises Inc.	6 625 \$
La Sentinelle	Tire-Média	42 \$
La Tribune	La Tribune	282 \$
Le Devoir	Devoir Inc., Le	203 \$
Le Journal de Québec	Le Journal de Québec	205 \$

Question 30	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Titre (description)	Nom du fournisseur	Coût
Les Affaires	Affaires ®, Les	123 \$
Legal practice	Jus Mundi Legal	7 359 \$
Lexisnexis Canada inc.	Lexisnexis Canada inc.	6 995 \$
MIT Sloan Management Review	MIT Sloan Management Review	201 \$
New York Times	New York Times Digital	287 \$
POLITICO Pro Plus	Politico LLC	10 281 \$
Press Reader Epaper	Press Reader Epaper Richmond BC	520 \$
Profils d'analyse de marchés	Dun & Bradstreet Canada ltée	4 500 \$
Project Syndicate	Project Syndicate	328 \$
Revue RH	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	71 \$
Salary Assessor	ERI Economic Research Institute, Inc.	5 328 \$
Statista	Statista inc.	10 692 \$
The Economist	The Economist	1 248 \$
The Slide Quest	The Slide Quest	89 \$
The Washington Post	The Washington Post	43 \$
ThomsonOne.com Investment Banking	Refinitiv Canada	10 669 \$
Wavteq InvestmentFlow	Wavteq Ltd	15 511 \$
Webcargo	Webcargo inc.	73 \$
World Trade Online Inside U.S. Trade	Inside Washington Publishers	3 580 \$
Zoom	Zoom Video Communications Inc.	20 \$
Total		159 065 \$

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 31

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 30 des Renseignements généraux.

Question 32	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
-------------	--

Réponse :

Le Ministère n'a déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges, l'achat de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels ou pour être membre d'un club privé.

Pour les billets d'événements et de conférences organisés par les chambres de commerce :

Nom du fournisseur	Nom de l'événement	Coût
Chambre de commerce de l'Est de Montréal	Webinaire - Revitalisation de l'est de Montréal	60 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Analysez vos données Web pour adapter votre stratégie Web aux marchés internationaux – Outils de mesures de données	40 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Causerie virtuelle - Vers l'université du futur	180 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Causerie virtuelle sur l'économie sociale	90 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Conférence - La recherche scientifique : levier important pour la relance économique du Québec	70 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Développer sa stratégie e-commerce	40 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Discussion virtuelle sur la contribution du secteur de l'aluminium à la relance du Grand Montréal	45 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Entretien avec Philippe Jetté	35 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Faire des marchés publics un vecteur de l'innovation au Québec	35 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Forum stratégique sur la construction et les infrastructures	285 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Forum stratégique sur le commerce de détail	190 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Forum stratégique sur le manufacturier innovant	87 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Forum stratégique sur le transport et la logistique	95 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Forum stratégique sur les sciences de la vie et les technologies de la santé	285 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Forum stratégique sur les technologies propres et l'économie verte	95 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Forum stratégique sur l'intelligence artificielle	80 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Forum virtuel stratégique sur le tourisme	190 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Plateformes de marché pour les besoins d'affaires à l'international	40 \$

Question 32	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Nom du fournisseur	Nom de l'événement	Coût
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Webinaire - Entretien Bombardier : Faire des marchés publics un vecteur stratégique de l'innovation au Québec	35 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Québec	Perspectives économiques et politiques 2021	55 \$
Chambre de commerce et d'industrie Les Moulins	Dîner-conférence avec Sonia Lebel	85 \$
Total		2 117 \$

Question 33

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Réponse :

a) Site Web ministériel

www.economie.gouv.qc.ca

b) Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Le site a été conçu et réalisé à l'interne.

c) Coûts de construction du site

Coûts globaux annuels de construction et d'entretien
(Incluant les coûts d'entretien précisés à la rubrique suivante)

2020-2021	15 442 \$
-----------	-----------

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'hébergement est assuré à l'interne dans les infrastructures du Ministère et n'entraîne pas de coûts additionnels.

L'entretien et la mise à jour sont entièrement assumés par l'équipe des communications numériques de la Direction des communications. Certaines tâches spécialisées sont confiées à l'externe; ces coûts, inclus dans le tableau *Coûts globaux de construction et d'entretien* présenté plus haut, se répartissent comme suit :

2020-2021	
Siteimprove Outil d'analyse sur la qualité des contenus (liens brisés, orthographe, référencement, accessibilité) de sites Web	15 375 \$
Feedblitz Gestionnaire de fils RSS	67 \$
Total	15 442 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte

Des travaux d'amélioration et de mise à niveau sont constamment en cours afin de toujours mieux répondre aux besoins des clientèles. En 2020-2021, ces travaux ont été effectués à l'interne et n'ont donc pas occasionné de coûts additionnels.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Responsable du contenu sur le site

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 34

- Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2021-2022
Question 35	<p>Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <p>a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</p>

Réponse :

Dépenses effectuées par le Cabinet du ministre de l'Économie et de l'Innovation (Cabinet de Pierre Fitzgibbon)

Nom de l'événement	Régions	Total
Tournée – Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Témiscamingue	1 454 \$
Tournée – Nord du Québec	Nord-du-Québec	1 340 \$
Total		2 794 \$

Dépenses effectuées par le Cabinet de la ministre déléguée au Développement économique régional (Cabinet de Marie-Eve Proulx)

Nom de l'événement	Régions	Total
Tournée – Bas-Saint-Laurent	Bas-Saint-Laurent	363 \$
Tournée – Chaudière-Appalaches	Chaudière-Appalaches	6 \$
Tournée – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 467 \$
Tournée – Bas-Saint-Laurent	Bas-Saint-Laurent	1 224 \$
Tournée – Bas-Saint-Laurent et Gaspésie	Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4 537 \$
Tournée – Gaspésie	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	514 \$
Total		9 111 \$

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 36

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :

a) le détail des mandats;
b) le coût (déplacements, etc.);
c) le nombre de ressources affectées;
d) le nombre de rencontres;
e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
f) l'objet;
g) les dates.

Réponse :

Monsieur Youri Chassin

Adjoint parlementaire du ministre Pierre Fitzgibbon, volet allègement réglementaire

DATE DU DÉPLACEMENT	DESCRIPTION	COÛT
	S. O.	
	TOTAL	0 \$

Madame MarieChantal Chassé

Adjointe parlementaire du ministre Pierre Fitzgibbon, volets innovation et entrepreneuriat

DATE DU DÉPLACEMENT	DESCRIPTION	COÛT
2020-09-25	Lancement virtuel de l'initiative « Productivité innovation ».	37 \$
2020-10-13	Déplacement au bureau du MEI à Montréal dans le cadre d'un enregistrement.	40 \$
2020-12-16	Déplacement au bureau du MEI à Montréal.	40 \$
	TOTAL	117 \$

Question

37

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 38

La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Québec aux relations canadiennes**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question

39

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 40	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.
-------------	--

Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **rapport annuel de gestion 2020-2021** du Ministère.

Question 41

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 42	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-------------	--

Réponse :

En date du 28 février 2021, le Ministère a reçu un montant de 3 504 038 \$ du gouvernement fédéral pour l'exercice financier 2020-2021 dans le cadre des activités du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires.

En date du 28 février 2021, le Ministère a reçu un montant de 5 820 200 \$ du gouvernement fédéral pour le financement des projets d'infrastructure en 2020-2021. C'est dans le cadre de l'Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure Investir dans le Canada.

Question 43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Réponse :

Les bonis sont abolis depuis plus d'un an pour toutes les catégories d'emploi.

Question 44

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 45

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Pour l'exercice financier 2020-2021, aucune prime de départ (allocation de transition) n'a été accordée.

Question 46

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 47

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

<div>Question 48</div>	<p>Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés.</p>
------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère du Conseil exécutif** pour tous les ministères et organismes.

Question 49

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 50

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 51

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la **Société du Plan Nord** pour tous les ministères et organismes.

Question 52

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la **Société du Plan Nord** pour tous les ministères et organismes.

Question **53**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère des Transports du Québec** pour tous les ministères et organismes.

Question 54

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère des Transports du Québec**.

Question 55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques**.

Question 56

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles)** pour tous les ministères et organismes.

Question 57

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la **Société du Plan Nord**.

Question 58

Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Justice** pour tous les ministères et organismes budgétaires.

Question 59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours ;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) La dépense totale (opération et capital) s'élève à 9 952,8 k\$.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- c) Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.
- e) Veuillez vous référer à la réponse de la question 11 des Renseignements généraux.

Question 60

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 61

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 62

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 63	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :</p> <p>a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.</p>
-------------	--

Réponse :

Dépense totale pour le paiement des cotisations en 2020-2021 : 79 227 \$

Américan Foundry
Association de l'industrie électrique du Québec
Association des professionnels en développement économique du Québec
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts
Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives
Chambre de commerce de l'Est de Montréal
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Chambre de commerce et d'industrie de Drummondville
Chambre de commerce et d'industrie de Québec
Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francs - Victoriaville
Chambre de commerce et d'industrie du Cœur-du-Québec
Chambre de commerce et d'industrie de Trois-Rivières
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada
Conseil des relations internationales de Montréal [C.O.R.I.M.]
École nationale d'administration publique
Forum des gens d'affaires Québec-Japon
HEC Montréal
Le Conference Board du Canada
Mouvement québécois de la qualité
Observatoire des sciences et des technologies - UQAM
Project Management Institut
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail
Réseau Capital
Société québécoise d'évaluation de programme
The Institute of International Auditors

Question 64

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 65

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les participants;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 66

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) La date ;
b) La nature ;
c) Les questions posées ;
d) Les réponses ;
e) La firme retenue ;
f) Les coûts.

Réponse :

Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
Infras information recherche et analyse de la société inc.	Réaliser quatorze (14) sondages téléphoniques auprès des entreprises et des organismes ayant bénéficié d'une aide financière de la part du MEI.	55 200 \$
Marketing Léger inc.	Effectuer des mandats ponctuels concernant l'ensemble du processus de rédaction de questionnaires, de collecte de données, de traitement statistique et de rédaction d'un rapport d'analyse.	95 000 \$
Total		150 200 \$

N. B. : Le premier contrat a été octroyé par appel d'offres sur invitation alors que le second l'a été de gré à gré.

<div>Q</div> <div>uestion</div> <div>67</div>	<div>Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :</div> <div>a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;</div> <div>b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.</div>
---	---

Réponse :

La liste des dépenses en publicité d'avril 2020 à décembre 2020 est incluse dans les informations diffusées sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphes 8 et 24**).

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/documents-transmis-dans-le-cadre-dune-demande-dacces-a-linformation/>

Dépenses en publicité Internet/médias sociaux/médias communautaires (janvier 2021 à février 2021)

Description	Dépenses publicitaires réalisées	a) Au sein de médias communautaires	%	b) Sur Internet et médias sociaux	%
MEI	24 709 \$	0 \$	0 %	13 315 \$	54 %

Question 68

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat à la jeunesse**.

Question 69

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 70

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera répondue par le **ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.**

Question 71

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

Réponse :

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8 des Renseignements généraux.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Question **72**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Culture et des Communications**.

Question 73

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat aux affaires autochtones**.

Question

74

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat aux affaires autochtones**.

Question 75

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat aux affaires autochtones**.

Question

76

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Santé et des Services sociaux**.

Question 77

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Santé et des Services sociaux**.

Question 78

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat à la condition féminine**.

Question

79

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration**.

Question 80

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale**.

Question 81

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale**.

Question 82

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Santé et des Services sociaux**.

Question 83

Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

Réponse :

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et le vitalité des territoires.

Question **84**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

Réponse :

Les dépenses et les actions réalisées par le ministère dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025 sont :

- **Contrat Jean-Claude Cloutier : 15 k\$**

Contribuer à la rédaction, au cheminement et aux suivis des documents relatifs au *Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025*.

- **Consultations réalisées le 3 et le 9 septembre 2020 : 11 k\$**

La seconde phase des consultations pour l'élaboration du *Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025* a pris la forme de quatre rencontres sectorielles qui se sont déroulées à Montréal au mois de septembre. Au total, 23 associations ont participé à la deuxième phase des consultations.

- **Révision linguistique, mise en page et impression du plan d'action : 7 k\$**

- **Boîte à suggestions : aucune dépense, car l'action a été réalisée par les employés du MEI.**

En janvier 2021, le Ministère a mis en place une boîte à suggestion afin de prendre en compte les attentes des entreprises québécoises.

Question 85

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**.

Question 86

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

Réponse :

Le Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES) 2020-2025 a été annoncé le 30 novembre 2020. Le budget du plan d'action totalise 137 M\$ sur cinq ans.

Au 28 février 2021, des dépenses totalisant 8,3 M\$ ont été effectuées pour cinq des 25 mesures du plan d'action.

Des démarches sont en cours pour mettre en place les autres mesures graduellement au cours de l'année financière 2021-2022.

Dépenses réalisées au 28 février 2021 pour le PAGES 2020-2025

No de la mesure	Mesure	Dépenses réalisées
1	Pôles régionaux d'économie sociale	2 250 000 \$
3	Entente de partenariat pour le développement des coopératives (Conseil québécois de la coopération et de la mutualité)	4 050 000 \$
14	Congé d'intérêt à la Fiducie du Chantier de l'économie sociale	414 000 \$
18	Financement du Chantier de l'économie sociale	885 000 \$
22	Financement de l'organisme Territoires innovants en économie sociale et solidaire	750 000 \$
Total		8 349 000 \$

Question 87

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

Réponse :

Sommes engagées par le MEI pour les mesures du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres

Mesures	Montant total (M\$)	Résultat	Commentaire
Appel de projets Innovation et vitrine technologique	21,10	86 projets reçus, 26 projets retenus.	La mesure est terminée.
Économie circulaire	0	Plusieurs activités de communications pour faire connaître la mesure.	Mesure lancée en janvier 2021.
Regroupement d'entreprises	0,33	Plusieurs activités de communications pour faire connaître la mesure.	Mesure lancée en février 2020.
Économie verte (cadre de référence et indicateurs)	0,69	Travaux pour le développement d'un indicateur de productivité des matières.	
Encadrement de marché des produits et services écoresponsables	0	Poursuite du contrat signé en 2019-2020 avec le Conseil des industries durables.	
Total budget MEI	22,12		

Les activités de communication suivantes ont été réalisées pour informer les entreprises du lancement des mesures en économie circulaire et pour les regroupements d'entreprises :

- En février 2020, lancement de la mesure pour les regroupements d'entreprises – volet Programme d'appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence.
- Lancement des mesures pour l'économie circulaire et les regroupements d'entreprises - volet Programme Innovation, le 18 janvier 2021 : site Web du MEI.
- Près de 20 rencontres individuelles d'entreprises et d'organismes pour effectuer la promotion de la mesure pour les regroupements d'entreprises.
- Près de 30 rencontres individuelles d'entreprises et d'organismes pour effectuer la promotion de la mesure sur l'économie circulaire.
- Près de 10 rencontres avec des associations sectorielles et d'entreprises pour effectuer conjointement la promotion des deux mesures, par exemple :
 - Association de la chimie et de la plasturgie
 - Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec
 - Fédération québécoise des municipalités
 - Conseil patronal de l'environnement du Québec
 - Synergie Québec et Synergie Estrie

Question 88

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

Réponse :

La réponse à cette question se trouve à la question 52 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question 89

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 41 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Question 90

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 81 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Réponse :

Le dernier bilan chiffré de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026 (SQA) date du 1^{er} octobre 2019, soit quelques mois avant le début de la COVID-19.

Le ministère de l'Économie et de l'Innovation réalise présentement une mise à jour de ce bilan.

Tel que planifié dans le Plan pluriannuel 2021-2024 d'évaluation de programmes 2021-2024 mis à jour le 13 janvier 2021, un bilan mi-parcours de la SQA doit être effectué cette année en vue du dépôt d'un rapport d'évaluation en décembre 2021.

L'information partielle disponible permet toutefois d'affirmer que des engagements budgétaires totalisant plus de 30 millions de dollars ont été pris et/ou réalisés pour l'exercice 2020-2021.

Par ailleurs, le 3 août 2020, le Ministère a lancé un processus consultatif afin de doter la SQA d'un nouveau cadre budgétaire.

- Près d'une trentaine de rencontres ont été tenues avec des représentants de petites, moyennes et grandes entreprises de l'industrie, des syndicats, des milieux académiques et scientifiques, de différents ministères et organismes, dont Aéro Montréal.
- Pas moins de 90 recommandations ont été formulées au travers de 24 mémoires et documents déposés par l'ensemble des parties prenantes du secteur aérospatial québécois.

Le Plan budgétaire 2021-2022 prévoit 95 millions de dollars sur trois ans, soit de 2021-2022 à 2023-2024 pour renouveler la Stratégie québécoise de l'aérospatiale.

Mise à jour économique et financière

De plus, dans le cadre de la mise à jour économique et financière annoncée le 12 novembre 2020, le gouvernement a prévu d'investir 166 M\$ sur deux ans pour mettre en place des mesures visant à accélérer la reprise des activités des entreprises œuvrant dans les secteurs de l'aérospatiale, de l'aluminium et des sciences de la vie.

De ce montant, 100 M\$ sont dédiés au secteur aérospatial d'ici mars 2022. Le détail des projets issus de cette mesure budgétaire devrait être rendu public sous peu.

Secteur Industries stratégiques et interventions économiques majeurs

Nom du bénéficiaire	Description
Regroupement pour le développement de l'avion plus écologique	Projet mobilisateur dans le domaine du développement de technologies de l'aéronef de demain.
Regroupement pour le développement de l'avion plus écologique	SA2GE - Phase 3.
Regroupement pour le développement de l'avion plus écologique	Deuxième phase du projet Systèmes aéronautiques d'avant-garde pour l'environnement relatif à l'avion écologique.
Aéro Montréal	Parrainage et accompagnement des PME vers l'industrie 4.0, ou l'initiative MACH-FAB 4.0.
Aéro Montréal	Passion pour l'aviation.
Aéro Montréal	Phase animation et maintenance : animer et maintenir le portail Sécurité Défense pour trois ans et ajouter un module d'intelligence artificielle.

Réponse :

Nom du bénéficiaire	Description
Aéro Montréal	Fonctionnement de base de la grappe pour l'année 2020.
Aéro Montréal	Fonctionnement de base de la grappe pour l'année 2021.

Secteur Science et innovation

Projets du programme de soutien aux organismes

Nom du bénéficiaire	Description
Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec (CRIAQ)	Programme pour les petits démonstrateurs technologiques aérospatiales afin de permettre aux PME de démontrer la faisabilité de leurs technologies par des démonstrateurs.
Centre d'excellence sur les drones (CED)	Développer et aménager des espaces à l'aéroport d'Alma pour y implanter un centre d'essais et de préqualification.
CRIAQ	Accroître les collaborations et les partenariats de recherche entre les universités et les entreprises en vue de faciliter le transfert technologique.
CRIAQ	4 projets : <ul style="list-style-type: none">- Inspection visuelle automatisée pour des composants aérospatiaux;- Diagnostic des systèmes de contrôle de vol;- Système d'exploitation en temps réel pour les systèmes de sécurité;- Création de stratégies démonstratrices de conception pour l'outillage aérospatial.
CRIAQ	Développer un système aérien sans pilote de surveillance maritime.
CRIAQ	2 projets : <ul style="list-style-type: none">- Caractérisation et optimisation des paramètres de l'aluminium pour la fabrication additive;- Conception, développement et test d'un prototype de moteur-fusée à haute performance.

Projets du programme Innovation

Nom du bénéficiaire	Description
AV&R - Automatisation, Vision & Robotique	Développement d'un réseau de neurones en analysant une base des données pour le polissage robotisé afin d'obtenir les paramètres du processus.
FDC Composites inc.	Développement d'un procédé RTM Light pour la fabrication d'une nouvelle génération de boîtes noires en matériaux composites.
Recherche en extrusion Dienamex inc.	Développement de l'usinage multiaxe de filières d'extrusion.
Mésotec inc.	Développement d'une station d'inspection métrologique automatisée.
Visiooimage inc.	Développement d'un système automatisé de thermographie pour l'inspection de pièces aérospatiales en composite.

Question 91

Suite

Réponse :

Nom du bénéficiaire	Description
Visiooimage inc.	Projet qui vise à développer une technique d'inspection robotisée intégrant plusieurs méthodes de Contrôle non destructif émergentes adaptées aux grandes pièces composites et des standards de référence.
Oscps Motion Sensing inc.	Simulation et fabrication d'un gyroscope basé sur un résonateur optique en forme d'anneau.
Kinova inc.	AIARA : Robots hautement adaptifs augmentés par l'intelligence artificielle pour l'industrie aérospatiale.

Projets du programme Innovation - International

Nom du bénéficiaire	Description
Kruger biomatériaux inc.	Systèmes en PRF ignifuges pour des applications en technique d'aménagement intérieur d'aéronefs.
Mecanum inc.	Nouvelle technologie d'isolation acoustique métamatériaux pour l'aérospatiale.
Société pour l'informatique industrielle SII inc.	Drone de recherche et de sauvetage Saint-Bernard.
Conception Génik inc.	Production de masse de pièces unitaires en composites thermoplastiques soudées par induction.

Question 92

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

Réponse :

Investissement Québec

Pour le programme Audit 4.0, 105 interventions ont été effectuées, du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, pour un financement total de 1 395 499\$.

Secteur Science et innovation

MONTANT TOTAL DES INTERVENTIONS DU SECTEUR SCIENCE ET INNOVATION PLAN D'ACTION EN ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, 2016-2021			2020-2021 (M\$) ¹	
			Montant versé	Budget alloué
AXE 1 — Innover par les technologies numériques et les données	1.1. Renforcer les collaborations entre la recherche, les entreprises et les organisations	Appui à un projet conjoint de recherche sur les mégadonnées	0,986	1,000
		Appui à une plateforme d'innovation ouverte basée sur la 5G	n. a.	n. a.
		Soutien aux projets de recherche collaborative	2,025	2,000
		Soutien aux projets d'innovation numérique des PME	0,450	0,000
AXE 3 — Renforcer la position du secteur des TIC comme chef de file mondial	3.1. Appui aux incubateurs, accélérateurs, centres d'entrepreneuriat universitaire et organismes de liaison	Appui aux incubateurs, accélérateurs, centres d'entrepreneuriat universitaire et organismes de liaison	1,900	2,000
AXE 4 — Se doter des compétences numériques requises	4.2. Développer les compétences numériques par l'appropriation et l'usage plus intensif des technologies numériques	Initiatives de formation en programmation et codage simplifiés chez les jeunes	0,581	0,800
		Stages en entreprise et projets de partenariat entre les entreprises, les organisations et la relève	0,200	0,200
Total			6,000	

¹Montants en date du 28 février 2021.

Québec branché

En ce qui concerne la mise en place du programme Québec branché, la réponse sera fournie par le **Ministère du Conseil exécutif**.

Question 93

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère des Transports du Québec** pour tous les ministères et organismes.

Réponse :

À la demande du Secrétariat du Conseil du trésor, la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium a fait l'objet d'un bilan de mi-parcours en date du 31 mars 2019 par la Direction des programmes et de l'évaluation du MEI. L'avis de l'évaluation était à l'effet que son état d'avancement était généralement en avance par rapport au temps imparti.

Pour l'exercice 2020-2021, l'information disponible permet d'affirmer que des engagements budgétaires totalisant plus de 9 millions de dollars ont été pris et/ou réalisés par le MEI au 28 février 2021.

Les bénéficiaires de ces engagements sont :

Nom	Description
Ministère des Transports du Québec	Augmentation de l'utilisation de l'aluminium dans les infrastructures routières.
AluQuébec	Soutien à plusieurs de ses initiatives de la SQDA.
Société d'habitation du Québec et Société québécoise des infrastructures	Démonstration de nouveaux produits de l'aluminium dans les bâtiments.
Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium et Consortium de recherche et d'innovation en transformation métallique	Appui à des projets de recherche industrielle.
Société de la Vallée de l'aluminium	Développement de projets au Saguenay-Lac-Saint-Jean.
Réseau Trans-AL	Consortium de spécialistes en TIC, numérique et usine 4.0.
Association de l'aluminium du Canada	Étude sur la traçabilité de l'aluminium québécois.
MRC de Beauharnois-Salaberry	Étude de faisabilité sur la construction d'une passerelle en aluminium.

Par ailleurs, à l'automne 2020, le MEI a réalisé un processus consultatif en prévision du renouvellement de la SQDA.

— Près d'une trentaine de rencontres ont été tenues avec des représentants de petites, moyennes et grandes entreprises de l'industrie, des syndicats, des organismes de l'industrie.

Le Plan budgétaire 2021-2022 prévoit 35 millions de dollars sur trois ans pour renouveler la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium.

Question 95

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs**.

Question 96

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère des Relations internationales et de la Francophonie**.

Question 97

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques** pour tous les ministères et organismes.

Question 98

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques** pour tous les ministères et organismes.

Question 99

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques**.

Question 100

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles** pour tous les ministères et organismes.

Question 101

Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 102

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 103

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 104

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 105

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 106

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 107

Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 108

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 8 des Renseignements généraux.

Question 109

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 8 des Renseignements généraux.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 110

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

a) Liste des contrats ;
b) Nom du fournisseur ;
c) Montant déboursé.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 8 des Renseignements généraux.

Question 111

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse :

Au 28 février 2021, aucune somme n'a été dépensée par le ministère en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Question 112

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

<p>Question 113</p>	<p>Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :</p> <p>a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.</p>
----------------------------	---

Réponse :

- a) Le Ministère a payé un montant de 22 181 \$ dans le cadre du Programme d'aide aux employés (PAE) du mois d'avril au mois d'août 2020. **Ce montant couvre tous les services offerts et non seulement les services en matière de santé mentale.**

Il est à noter que depuis le 1^{er} septembre 2020, le PAE est offert gratuitement aux ministères et organismes et relève du Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

- c) Aucune somme n'a été dépensée par le Ministère en ressources externes en matière de santé mentale mise à part celles prévues dans le cadre du PAE.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 114

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

a) Total des dépenses réalisées;
b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
c) Liste des fournisseurs retenus;
d) Coûts d'installation;
e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

Réponse :

- a) Le total des dépenses réalisées pour l'acquisition de matériel de protection individuel par le ministère est de 5 975 \$.
- b) Type de matériel de protection acquis :

Type de matériel de protection acquis	Total
Gants	64 \$
Gel	3 308 \$
Lingettes	407 \$
Masques	1 701 \$
Visières	480 \$
Lunettes de protection	15 \$
Total	5 975 \$

- c) Liste des fournisseurs retenus

Type de matériel de protection acquis	Fournisseurs
Gants	Hamster
Gel	CDL Environnement
Lingettes	Maxi
	Provigo
Masques	Costco
	Hamster
Visières	Pharmacie Brunet
	Hamster
Lunettes de protection	Hamster

- d) Les coûts d'installation, s'il en est, sont inclus dans le total des dépenses réalisées.
- e) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- f) Un contrat d'approvisionnement peut être conclu de gré à gré si le montant est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question 115

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

Réponse :

Les locaux hébergeant les bureaux du Ministère étant tous sous entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures (SQI), les contrats d'entretien ménager pour les services de base sont prévus aux baux et sont sous la responsabilité de la SQI.

Le Ministère est responsable de toute demande d'entretien ménager additionnelle, ainsi que des frais de désinfection des locaux en lien avec le protocole sanitaire décrété par le gouvernement au regard de la pandémie de la COVID-19.

Pour la période de référence, le Ministère a engagé des dépenses totalisant 43 894 \$ pour des demandes ponctuelles d'entretien ménager et pour des services de désinfection.

Tous les contrats ont été octroyés aux propriétaires des édifices selon les modalités prévues aux baux.

Question 116

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 117

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Réponse :

Le Ministère n'a payé aucune somme qui découle de la mise en place des mesures recommandées puisqu'il n'y a eu aucune visite de la CNESST dans les locaux du MEI.

Question 118

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 119

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 120

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande.

Réponse :

Un contrat a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics :

Nom du fournisseur	Montant du supplément	Motif de la demande
Microsoft Corporation	94 060 \$	<p>En décembre 2018, le ministère de l'Économie et de l'Innovation s'est doté d'un contrat pour l'acquisition de licences des produits Microsoft Office 365. L'estimation du nombre et du type de licences a été basée sur les besoins connus en 2018. À l'instar de la grande majorité des organismes publics et à la suite d'un audit de sécurité au printemps dernier, le Centre d'expertise en infonuagique (CEI) de Infrastructure Technologique Québec (ITQ) a demandé au MEI de rehausser le niveau de sécurité de la suite Office 365.</p> <p>Ce rehaussement se concrétise par le passage du produit EMS E3 (Enterprise Security Mobility Enterprise 3) vers EMS E5. À lui seul, ce rehaussement représente un engagement supplémentaire de près de 62 k\$ par année. Différents réaménagements de licences impliquent également un engagement supplémentaire, pour un total de 94 k\$.</p> <p>Cette modification s'appliquera pour la dernière année du contrat de 3 ans se terminant en décembre 2021. Le nouvel engagement passe donc de 799 356 \$ à 893 416 \$, soit un ajout de 94 060 \$.</p>

Ces renseignements sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) : <https://www.seao.ca/>.

Question 121

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :
a) le nom du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le coût;
d) l'état de prestation des services;
e) l'échéancier.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Santé et des Services sociaux**.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2021-2022

Question 122

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 8 des Renseignements généraux.

Question 123

- Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021:
- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2020-2021 du ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 124

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
1) Forum des gestionnaires en ressources financières	Regroupement de tous les directeurs des ressources financières des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires.	Tous les ministères et organismes	SCT
2) Forum des secrétaires de comité de sélection	Lieu de formation et d'échanges qui favorise l'apprentissage, le transfert des connaissances et de l'expertise, ainsi que l'uniformisation des pratiques d'adjudication de contrats.	Tous les ministères et organismes	SCT - Sous-secrétariat aux marchés publics
3) Table d'échanges en ressources financières	Regroupement de tous les intervenants en ressources financières afin d'échanger sur des sujets d'intérêts communs et des problématiques courantes.	Intervenants en ressources financières de différents ministères et organismes	Contrôleur des finances
4) Forum Banque Nationale du Canada	Lieu d'échanges entre les responsables du programme « Carte Affaire » de la Banque Nationale du Canada (BNC), les représentants de la BNC et le ministère des Finances (MFO) en vue de présenter des nouveautés, de faire un rappel sur les bonnes pratiques ou de clarifier certaines procédures.	Coordonnateurs du programme « Carte Affaire » dans les différents ministères et organismes	Banque Nationale et MFO
5) Forum des directrices et des directeurs en ressources humaines	Regroupement de tous les directeurs des ressources humaines des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires en matière de gestion des ressources humaines.	Tous les ministères et organismes	SCT
6) Forum des gestionnaires en technologies de l'information	Promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec, favoriser l'échange, la concertation et le réseautage entre les membres eux-mêmes, les membres des autres forums de concertation et avec les organismes centraux ainsi que de soutenir le développement de ses membres.	Tous les ministères et organismes	SCT
7) Comité de gouvernance en ressources informationnelles	Réunir les acteurs clés de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles au gouvernement du Québec.	Tous les ministères et organismes	SCT
8) Table des responsables organisationnels de la sécurité de l'information	Table de concertation sur la gouvernance et la gestion de la sécurité de l'information.	Tous les ministères et organismes	SCT
9) Table de concertation des responsables opérationnels de la cyberdéfense	Coordination des actions en sécurité de l'information avec le Centre gouvernemental de cyberdéfense.	Tous les ministères et les grands organismes	SCT
10) Table des conseillers en architecture d'entreprise	Fournir un lieu d'échange exclusif à ses membres pour partager leurs expériences et leurs documents.	Tous les ministères et organismes	SCT
11) Table de concertation des coordonnateurs organisationnels de gestion des incidents	Coordination des incidents de sécurité de l'information à l'aide du réseau d'alerte gouvernemental CERT/AQ.	Tous les ministères et organismes	SCT

Question

124

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
12) Comité en gestion contractuelle du Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Regroupement d'intervenants en gestion contractuelle en vue d'échanger sur des sujets d'intérêts communs et des problématiques courantes.	Intervenants en gestion contractuelle de différents ministères et organismes	CNSST
13) Forum des responsables en vérification interne	Regroupement de responsables de la vérification interne au gouvernement du Québec afin de transmettre de l'information et échanger des expertises.	Tous les ministères et organismes	SCT
14) Comité de sélection – Fonds d'accélération des collaborations en santé (FACS)	Évaluer et sélectionner les projets soumis dans le cadre du deuxième appel de propositions du FACS pour une évaluation complète par les comités d'experts.	MEI, MSSS, CQDM, les présidents des deux comités d'experts (Paul L'Archevêque, Capcogito, et Marc Rivière, TVM Capital) ainsi que sept experts du secteur des sciences de la vie	MEI
15) Comité directeur de la mission du Québec à la convention internationale BIO	Organiser et coordonner la mission ministérielle et commerciale du Québec à la convention internationale. Deux sous-comités se rapportent au comité directeur : le sous-comité des communications et de l'agenda ministériel.	MEI, IQI, MRIF, MSSS	MEI
16) Comité interministériel – Plan d'action construction	Tirer pleinement parti du Plan québécois des infrastructures pour soutenir et stimuler le marché de la construction, dans le cadre d'une stratégie plus globale de relance économique.	CCQ, MAMH, MEI, MEES, MFQ, MTESS, MTQ, SQI	SCT
17) Comité de coordination Movin'On	Coordonner les actions ministérielles pour le Forum Québec électrique et Movin'On 2021.	MEI (DTMD, Export-Québec, Innovation, Comm), Propulsion Québec, C2 Montréal	MEI
18) Cellule de prospection en investissement étranger – sciences de la vie	Attirer de nouveaux investissements privés dans le secteur des sciences de la vie en optimisant les efforts de prospection d'investissements.	MEI, IQ, QI, MI, Sherbrooke Innopole	MEI
19) Cellule de prospection en investissement étranger – secteur bioalimentaire	Attirer de nouveaux investissements privés dans le secteur bioalimentaire en optimisant les efforts de prospection d'investissements.	MEI, MAPAQ, IQ, QI, MI	MEI
20) Cellule d'intelligence d'affaires sur l'investissement direct étranger (IDE)	Coordonner l'accès à des informations pertinentes pour soutenir les activités de promotion et de prospection des IDE au Québec, notamment en favorisant la mise en commun de leurs ressources pour l'acquisition d'information, l'achat de bases de données, d'études spécialisées et de formations.	MEI, IQ, MI, QI	MEI
21) Comité de coordination en matière de commerce international et d'investissements étrangers	Assurer la cohésion et la coordination de l'action internationale du Québec.	MEI, MRIF et IQ	MRIF et MEI

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
22) Comité de coordination de la mission Hannover Messe 2020	Coordonner l'organisation ministérielle à Hannover Messe en Allemagne.	MEI, IQ, CCMM, Délégation générale du Québec à Munich et Québec International	MEI
23) Comité directeur de MedTech Conference	Planification et organisation de la mission ministérielle du ministre Fitzgibbon à Boston dans le cadre de la MedTech Conference.	MEI, MRIF, DOB, IQ, MSSS	MEI
24) Groupe interministériel sur l'économie circulaire	Rendre plus efficaces et intégrées les actions gouvernementales liées à l'économie circulaire en s'assurant de renforcer l'expertise gouvernementale dans ce domaine. L'objectif vise à mettre en place les bases pour l'élaboration d'une Stratégie québécoise d'économie circulaire.	MEI, Recyc-Québec, MELCC, MAPAQ, SPN, MFFP, CRIQ, MERN, ISQ, MAMH, TEQ, MTQ	MEI Recyc-Qc MELCC
25) Comité de coordination de la mission au Salon aérospatial du Bourget	Coordonner la mission ministérielle et commerciale au Salon aérospatial du Bourget.	MEI (DTMD, Export Québec, DPCI, Comm.), IQ, MI, Délégation générale du Québec à Paris (DGQP)	MEI
26) Sous-comité – Communications pour l'organisation de la mission ministérielle au Salon aérospatial du Bourget	Planifier et organiser les activités et éléments de communication reliés à la mission ministérielle au Salon aérospatial du Bourget.	MEI (DTMD, DPCI, Comm.), IQ, MI, DGQP	MEI
27) Comité de coordination de la mission au Salon aérospatial de Farnborough 2020	Coordonner la mission ministérielle et commerciale au Salon aérospatial de Farnborough 2020.	MEI (DTMD, Export Québec, DPCI, Comm.), IQ, MI, Délégation générale du Québec à Londres	MEI
28) Comité de coordination C2 Montréal	Coordonner les actions ministérielles pour les événements C2 Montréal 2020 et 2021.	MEI (DCBA, Export-Québec, Innovation, Comm), C2 Montréal	MEI
29) Équipe environnementale internationale	Comité visant à accroître la collaboration et développer des initiatives pour soutenir l'écosystème en technologies propres.	MRIF, MEI, MERN, MFFP, IQI, etc.	MRIF
30) Comité sur la biodiversité	Comité visant à établir le positionnement international du Québec dans le cadre des négociations du prochain cadre mondial de la biodiversité de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.	MRIF, MEI, MELCC	MRIF
31) Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif	Conseiller le gouvernement sur les mesures à mettre en œuvre afin d'alléger le fardeau réglementaire et administratif des entreprises.	Coprésidents : MEI et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante Membres : FCCQ, CPQ, MCE, MTESS, SCT, Revenu Québec, MEQ, MELCC, COCD	MEI

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
32) Comité-conseil de la Stratégie de développement économique local et régional (SDELR)	Dans le cadre de l'élaboration de la SDELR, la ministre déléguée au développement régional s'est adjointe d'individus considérés comme des experts et concernés par le développement économique local et régional. Il n'y a eu aucune rémunération pour la participation à ces rencontres.	Marie-José Fortin, Frédéric Laurin, Pierre Chateauvert, Fabrice Fortin, Philippe Noël Mathieu Vigneault, Bernard Vachon, Marie-Eve Arbour, Éric Desaulniers, Frédéric Raymond, Marc-Urbain Proulx, Chantal Tardif, Dave Gosselin, Cadleen Désir	MEI
33) Comité ministériel entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI)	Prendre les décisions entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la FCI.	Ministres responsables des ministères suivants : MEI, MEES, MSSS et Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	MEI
34) Comité interministériel de coordination Québec / FCI	Effectuer les recommandations auprès du Comité ministériel entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la FCI.	Sous-ministres adjoints des ministères suivants : MEI, MEES, MSSS et Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	MEI
35) Comité de suivi de l'Entente de contribution du Fonds d'investissement stratégique (FIS) pour les établissements postsecondaires	Effectuer le suivi de l'entente de contribution des projets du FIS.	Directeurs et conseillers des ministères suivants : MEES, MSSS et MEI	MEES
36) Comité de gouvernance des projets stratégiques d'infrastructure publique	Effectuer la gouvernance des projets stratégiques d'infrastructure publique.	Membres permanents (hauts représentants) du SCT et de la SQI, et membres sectoriels de hauts représentants du MTQ, MCC, MEES, MSSS, MAMH et MEI	SCT
37) Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité en construction bois	A pour mandat d'exiger que le bois soit considéré à l'étape d'avant-projet pour les projets de construction d'infrastructure nécessitant un financement du gouvernement, et d'établir un mécanisme de reddition de comptes par lequel le gouvernement assumera son rôle d'exemplarité en tant qu'important donneur d'ouvrage.	MFFP, MEI, MEES, MFQ, MTQ, RBQ, SCT, SEPAQ, SHQ, SQI, MSSS, MCC, MERN, MAMH, MELCC	MFFP
38) Comité interministériel sur la vitalité et l'avenir du secteur forestier au Québec	Contribuer à la Stratégie québécoise pour une industrie des produits forestiers au cœur du développement économique 2021-2026 ayant comme objectif de positionner l'industrie des produits forestiers au cœur du développement économique.	Tous les ministères et organismes	MFFP
39) Comité d'Innovation sociale	Évaluer les projets soumis aux appels de projets en innovation sociale soutenus au (PSOv2a).	Conseillers et experts du domaine de l'innovation sociale au Québec	MEI

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
40) Comité mixte ME-MEI sur l'enseignement des sciences et des technologies	Renforcer et enrichir l'enseignement des sciences et des technologies, soutenir l'offre en animation et en culture scientifique des organismes de promotion de la science et de l'innovation et participer aux actions visant à soutenir l'intérêt pour les cheminements scolaires et les carrières en science et en technologie au primaire, au secondaire et à l'enseignement supérieur, dans toutes les régions du Québec.	ME et MEES	MEI
41) Comité interministériel pour la mixité en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi incluant la représentation des femmes dans les métiers et professions majoritairement masculins (dont les professions scientifiques et technologiques) et la représentation des hommes dans les métiers et professions majoritairement féminins.	FRQ, MAPA, MCC, ME, MERN, MELCC, MF, MFFP, MSSS, MT, MTESS, SAJ	SCF-MEI
42) Comité directeur des Prix du Québec	Approuver les orientations annuelles des Prix du Québec, incluant la prévision budgétaire, le plan de communication, le bilan des activités de communication, le rapport financier et toute autre modification à l'égard des orientations des Prix du Québec.		MEI-MCC
43) Comité interministériel sur l'économie sociale	Assurer le suivi et l'harmonisation des interventions gouvernementales en économie sociale et participer à l'élaboration du Plan d'action gouvernemental en économie sociale.	MEI, ISQ, IQ, MAPAQ, MEES, MELCC, MCC, MFA, MSSS, MIFI, MAMH, MFQ, MFFP, MRIF, MTQ, Tourisme, MTESS, Recyc-Québec, SAJ, SAA, SCT, SHQ, SRQEA	MEI
44) Table des partenaires en économie sociale	Conseiller le ministre sur toute question en matière d'économie sociale, plus particulièrement : - dans la mise en œuvre de la Loi en économie sociale, son suivi et son évaluation; - dans la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES), son suivi et son évaluation; - en assurant la cohérence des actions menées par les partenaires de la Table avec le gouvernement; - promouvoir l'économie sociale; - sur toute autre question en économie sociale.	MEI, Chantier de l'économie sociale, CQCM, Pôles régionaux en économie sociale, CDRQ, FQM, UMQ	MEI
45) Comité-conseil de la Stratégie de développement économique local et régional	Accompagner le MEI dans l'élaboration de la SDELР et contribuer à établir le diagnostic de la situation au Québec et à déterminer les priorités d'actions.	Visages régionaux, Fonds FTQ, FCCQ, UQTR, FMQ, UMQ, UQAM, CDRQ, UQAC, Pôle Économie social Centre-du-Québec, Coderr, Déclic.com, Place aux jeunes, UQuébec	MEI

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
46) Comité interministériel de la Stratégie de développement économique local et régional	Contribuer à l'élaboration de la SDEL R en renforçant la concertation, la coordination et la planification des travaux dans les ministères concernés.	MEI, MAMH	MEI
47) Table de concertation Repreneurs collectifs	Documenter les enjeux liés à la reprise collective et à élaborer, en collaboration avec les partenaires du milieu, des stratégies et des actions favorisant la reprise d'entreprise par des repreneurs collectifs.	MEI, CDRQ, Chantier de l'économie sociale, CQCM, CSN, CTEQ, Desjardins Capital, Fondation, Fonds de solidarité FTQ, FQM, FTQ, IQ, MCE Conseils, Pôles régionaux en économie sociale, Réseau Coop, UMQ	MEI
48) Comité interministériel sur les zones d'innovation	Rôle-conseil auprès du ministère concernant le déploiement du projet de zones d'innovation. Ses membres donnent des avis et des conseils sur l'adéquation des projets de zones d'innovation reçues avec les orientations, politiques et stratégies de leur organisation respective.	Scientifique en chef, MAMH, MFQ, MEES, MAPAQ, MTQ, MCC, MELCC, MERN, MFPP, MIFI, MSSS, MRI, MTESS, IQ, MEI	MEI
49) Comités de la gouvernance de l'Offensive de transformation numérique (OTN)	Coordonner l'OTN avec les partenaires, approuver les projets et suivre les indicateurs sectoriels.	Tous les ministères à vocation économique ainsi que les partenaires stratégiques (IQ, BDC, Fonds FTQ, CDPQ, Desjardins, CPMT)	MEI
50) Regroupement des directeurs généraux de l'administration	Soutenir les directeurs généraux de l'administration, sous-ministres adjoints et vice-présidents à l'administration des ministères et organismes dans leur actions auprès de leur organisation; collaborer avec les autorités gouvernementales à la définition et à la mise en place de politiques et de réformes; contribuer à l'amélioration de la performance au sein de l'appareil gouvernemental; favoriser le développement des compétences.	Tous les ministères et organismes	SCT

Question 125

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 126

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

Réponse :

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

Question 127

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 15 m) des Renseignements généraux.

Question 128

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectués;
c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

Le Ministère a embauché 13 stagiaires pendant l'exercice financier, ce qui représente une rémunération totale de 152 714 \$.

La rémunération totale comprend toutes les sommes déboursées aux stagiaires, notamment : le salaire régulier, la compensation pour les journées fériées, le remboursement des vacances lors d'un départ et tout autre ajustement touchant la rémunération.

Question 129

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :
a) nombre total de véhicules;
b) le type de véhicules;
c) le nombre de véhicules hybrides;
d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
e) le nombre de véhicules électriques.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 130

Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action;
- b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques**.

Question 131

Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 132

Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon le sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat à la condition féminine**.